

hanté les régimes successifs à Kaboul, à dominante pachtoune, et qui a empoisonné les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Zia a canalisé le gros de l'aide militaire américaine vers les factions fondamentalistes, affaiblissant ainsi délibérément les groupes de résistance pachtoune. Depuis son accession au poste de premier ministre, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto a essayé de renverser la politique anti-pachtoune de son prédécesseur, en préconisant l'instauration d'un gouvernement afghan d'unité nationale qui ne serait dominé ni par les communistes, ni par les fondamentalistes. Les intérêts du Pakistan exigent un tel gouvernement, a-t-elle précisé en juin 1988, car «la continuation de la guerre civile signifie la présence permanente de 3 millions de réfugiés chez nous». Dans un entretien accordé plus tard au journal *The Nation* de Lahore, elle a fait une mise en garde plus explicite au sujet de tout effort qui viserait à installer à Kaboul un gouvernement satellite; ce serait là risquer d'aliéner les Pachtoune : «Il est dangereux d'avancer sur la voie d'un grand Pakistan, car cela encouragerait la revendication d'un grand Afghanistan» chez les Pachtoune des deux côtés de la frontière.

Quand M<sup>me</sup> Bhutto s'est rendue à Washington en juin, elle a exhorté les États-Unis à rechercher une solution politique à la guerre civile afghane en menant des négociations avec l'Union soviétique. Le gouvernement Bush a essayé de gagner du temps en faisant valoir qu'il fallait donner à la résistance une autre chance de renverser militairement le régime de Kaboul cet été et cet automne. Cependant, les porte-parole de Washington s'impatientent de plus en plus face aux piètres résultats militaires obtenus par la résistance jusqu'ici et à l'incapacité du gouvernement en exil d'élargir ses appuis. Si le régime de Kaboul est toujours en place à la fin des combats en octobre, ces porte-parole s'attendent à des démarches plus poussées des divers intervenants pour trouver une solution politique.

Comment expliquer l'endurance manifestée par les forces communistes dans la bataille de Jalalabad ? Certes, le régime de Kaboul dispose de forces aériennes, contrairement à la résistance. Autre facteur militaire auquel on peut attribuer les piètres résultats obtenus jusqu'ici par la résistance dans les combats de Jalalabad : les rebelles n'ont pas l'expérience de la guerre classique. Mais un autre élément important et souvent oublié réside dans le fait que le Parti communiste compte dans ses rangs 40 000 militants endurcis et très motivés qui se perçoivent comme des nationalistes et des «modernisateurs» reprenant la réforme que le roi Amanullah avait en vain tenté d'opérer entre 1919 et 1929. À l'occasion d'une visite à Kaboul en 1984 et pendant des réunions avec des dirigeants communistes par la suite, je me suis fait rappeler que le dévouement et le sentiment patriotique ne sont pas l'apanage des combattants de la résistance.

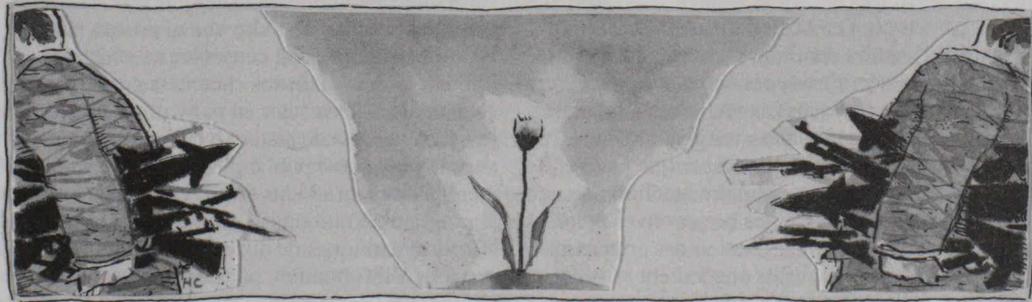
La tare que représente le soutien pakistanais et qui colle désormais au régime en exil de Peshawar a renforcé ce sentiment patriotique à Kaboul et permis aux communistes de rationaliser leurs états de service des dix dernières années où ils ont collaboré avec les forces d'occupation soviétiques. De nombreux militants du

Parti sont issus de groupes sociaux autrefois silencieux, y compris les femmes. Ils ne sont absolument pas disposés à renoncer à leur nouveau statut et ils continueront sans doute de lutter contre la résistance plutôt que de capituler devant elle.

Avec un accroissement d'envergure de l'appui technique et logistique fourni par le Pakistan sur la ligne de front, les forces de résistance devraient pouvoir utiliser des véhicules blindés et remporter ainsi plus de succès. Cependant, les divisions profondes déchirant la résistance rendraient improbable une victoire absolue, à moins que les factions rebelles subissent un long entraînement à la guerre classique et que se produise une intensification massive de l'aide militaire américaine en vertu de laquelle elles recevraient non seulement des véhicules blindés mais aussi des aéronefs. Aspect plus important encore, même si les communistes étaient chassés de Kaboul, ils ne cesseraient pas nécessairement de combattre. Selon toute probabilité, l'Afghanistan resterait enfermé dans une guerre civile où s'affronteraient les communistes, les factions fondamentalistes musulmanes soutenues par le Pakistan, les États-Unis et l'Arabie saoudite, les groupes chiïtes appuyés par l'Iran, et bon nombre des commandants locaux des forces de résistance, notamment ceux qui sont associés aux groupes pachtoune considérant Zahir Shah comme étant leur porte-parole.

Si l'aide extérieure cessait effectivement, les factions afghanes seraient pour la première fois forcées d'envisager sérieusement les compromis politiques possibles. Le Secrétaire général Pérez de Cuéllar aurait alors l'occasion de donner suite à la résolution adoptée le 3 novembre 1988 par l'Assemblée générale de l'ONU et lui demandant de promouvoir l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale qui représenterait «toutes les factions» du peuple afghan.

BEAUCOUP IMAGINENT L'AFGHANISTAN COMME étant une société complètement polarisée, mais en fait, il n'y manque pas d'Afghans centristes



respectés qui pourraient former un gouvernement capable de se valoir l'appui populaire. L'ancien vice-premier ministre Abdoul Samad Hamed, l'ancien ministre de la Justice Abdoul Sitar Sirat, l'ancien ministre de l'Agriculture Abdoul Wakil et l'ancien vice-premier ministre Ali Ahmal Popal comptent parmi les nombreux dirigeants expérimentés qui n'ont pas versé dans l'extrémisme intégriste, n'ont eu aucun rapport avec les communistes, ou n'ont fait l'objet d'aucune accusation de corruption, contrairement à la plupart des chefs de l'Alliance.

On ne peut pas simplement souhaiter que le Parti communiste disparaisse comme par magie dans l'Afghanistan de l'après-guerre, mais ce

parti ne peut de toute évidence jouer un rôle d'envergure dans un régime provisoire, et il est peu probable qu'il remporte beaucoup de sièges dans une élection future. Tout comme les États-Unis ne doivent pas chercher à exclure toute participation communiste au processus qui mènerait à la mise en place d'un régime provisoire, de même, l'Union soviétique doit être disposée à appuyer les processus représentatifs qui, de par leur nature même, confinaient clairement les communistes au statut d'une minorité. Moscou doit se tenir prête à insister pour que le régime Najibullah remette le pouvoir à un gouvernement provisoire si celui-ci est choisi à la faveur de processus fondés sur une représentation équitable. De la même manière, Washington manquerait énormément de réalisme en attendant de Najibullah qu'il cède le pouvoir avant qu'un gouvernement d'unité nationale ait été choisi pour lui succéder.

Beaucoup de représentants du gouvernement Bush doutent que les formules préconisées pour remplacer pacifiquement le régime communiste réussissent. Tous ces scénarios, font-ils valoir, supposent implicitement que l'infrastructure gouvernementale existant à Kaboul resterait en place, tout au moins au début. Il faudrait donc dissoudre toutes les forces armées, les corps de police et les services de renseignement, sans quoi ils renverseraient tout nouveau gouvernement. Il faut «repartir à zéro», comme le président Reagan le déclarait à une conférence de presse en novembre 1988.

De toute évidence, ce ne serait pas chose facile que de réorganiser les forces armées, la police et les services de renseignement ayant servi le régime Najibullah. Mais les dirigeants du nouveau régime auraient la force que leur conférerait la maîtrise de l'aide américaine, ouest-européenne, onusienne et soviétique. Il est douteux que la discipline communiste subsiste très longtemps dans les services de sécurité, au beau milieu des réalignements politiques qui iraient de pair avec l'instauration d'un régime d'unité nationale. À mesure que le souvenir de l'occupation

soviétique s'estompera, le nationalisme afghan se réaffirmera sans doute, diluant et domestiquant peu à peu le communisme afghan.

À mon avis, une politique qui consisterait à «repartir à zéro» en Afghanistan comporterait des inconvénients moraux et politiques inacceptables. Elle équivaldrait en effet à une lutte à finir, jusqu'au dernier Afghane, dans la poursuite peu judicieuse des objectifs géopolitiques attribués aux États-Unis, objectifs que ces derniers pourraient bien mieux atteindre par des moyens politiques et diplomatiques. □